



S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS

CONSEIL NATIONAL

Session des 16 et 17 mai 2018

Point 3 de l'ordre du jour

Rapporteur : Thierry CADART

Rapport financier 2017 au Conseil national confédéral

Ce rapport présente au Conseil national confédéral les comptes sociaux et consolidés 2017, ainsi que les résolutions relatives aux comptes sociaux et à l'affectation du résultat 2017. Les comptes ont été arrêtés par le Bureau national. Ils sont soumis à l'approbation du CNC.

La charte de la cotisation syndicale prévoit l'utilisation des parts de la cotisation syndicale pour des objets spécifiques (part de la Confédération, part de la CNAS, parts nationales). La clôture des budgets 2017 auxquels sont affectées ces parts, arrêtée par le BN, est aussi soumise à l'approbation du CNC.

La présentation de ce rapport financier s'accompagnera de la lecture de l'avis des vérificateurs aux comptes de la CNAS, de la Confédération et de nos commissaires aux comptes.

valeurs exprimées en euros

Confédération Française Démocratique du Travail
4 boulevard de la Villette 75955 PARIS Cedex 19
01 42 03 80 96 – financier@cfdt.fr



Les clôtures budgétaires

| | | |
|-----------|---|-----------|
| 1. | La clôture 2017 des comptes et des budgets | 60 |
| 1.1 | L'articulation clôture des comptes/clôture des budgets | 60 |
| 1.2 | Un nouvel exercice déficitaire | 61 |
| 2. | La charte de la cotisation syndicale établit la répartition du produit des cotisations | 62 |
| 2.1 | La répartition de la cotisation et le rôle du CNC | 62 |
| 2.2 | Le découpage budgétaire issu de la politique financière confédérale | 63 |
| 2.3 | La perception et la ventilation des cotisations en 2017 | 64 |
| 3. | La clôture du budget de fonctionnement confédéral | 65 |
| 3.1 | Un déficit important | 65 |
| 3.2 | Le tableau de constitution du résultat | 65 |
| 4. | La clôture du budget presse | 66 |
| 4.1 | L'évolution de la répartition de la part information au fil du temps | 66 |
| 4.2 | Le résultat 2017 | 66 |
| 4.3 | Les faits notables pour les différents titres et activités | 67 |
| 4.4 | Focus sur la part information dédiée à la gestion des cotisations | 67 |
| 5. | La clôture du budget CNAS | 68 |
| 5.1 | Les produits et leur répartition par branche | 68 |
| 5.2 | La branche Grève | 68 |
| 5.3 | La branche Juridique | 68 |
| 5.4 | La branche Action / actions de proximité | 69 |
| 5.5 | La branche Services aux adhérents | 69 |
| 5.6 | La branche Autres prestations | 69 |
| 5.7 | Les frais de gestion | 70 |
| 5.8 | La provision des dossiers | 70 |
| 5.9 | Le tableau de résultat | 71 |
| 6. | La clôture du budget solidarité syndicale mondiale (SSM) | 73 |
| 7. | La clôture du budget fonds organisation | 73 |
| 8. | La clôture du budget Bierville | 74 |



1. La clôture 2017 des comptes et des budgets

1.1 L'articulation clôture des comptes/clôture des budgets

La lecture de la clôture des comptes de la Confédération n'est pas un exercice simple.

A la différence de la plupart des fédérations ou URI, « l'écosystème » confédéral recouvre 16 structures juridiques différentes (une organisation syndicale, des GIE, des associations, des SCI). Le pourquoi et la pertinence de cette structuration doivent être rappelés. Les GIE CFDT Presse et le GIE Vilette permettent de centraliser et de préfinancer, en utilisant les parts de cotisations, la production de services (comme par exemple CFDT Magazine ou Gasel) à destination de leurs membres, Confédération, fédérations et URI principalement. Cette production de services se fait en conformité avec des règles fiscales spécifiques. Le GIE Belleville emploie la majorité des salariés de cet écosystème dans un souci de protection. Les associations et SCI permettent de mener des actions spécifiques, au-delà du « métier » syndical de la Confédération (Association de Gestion des Immeubles AGI, Institut Belleville, Bierville, Société civile immobilière Loire Jaurès, etc.) ou d'isoler la gestion de certaines subventions pour y avoir accès et les justifier (par exemple ISEFOJ pour les conseillers prud'hommes), dans un cadre réglementaire contraint. La Confédération en tant que telle est divisée en plusieurs établissements comptables internes, par exemple : la CNAS, le SCPVC, Solidarité syndicale mondiale, etc.

Ce sont donc à la clôture les comptes du périmètre social (la Confédération, la CNAS, le SCPVC, etc.) et consolidé (avec les entités juridiques distinctes) qui donnent une lecture exhaustive du résultat et du patrimoine de cet écosystème.

A la clôture est aussi présentée la clôture budgétaire de la Confédération. C'est une grille d'analyse différente, non pas sur la base des entités juridiques, mais sur l'utilisation des parts de cotisations conformément à leur objet, défini par la charte de la cotisation syndicale. La clôture budgétaire est un instrument de pilotage.

La clôture des comptes sociaux et consolidés et la clôture budgétaire ne sont donc pas aisément superposables, mais la loi d'une part, et nos statuts d'autre part, nous obligent aux deux exercices.

La clôture budgétaire présente tous les budgets qui reçoivent une part de la cotisation :

- la clôture du budget de fonctionnement confédéral ;
- la clôture du budget de la CNAS ;
- la clôture du budget de la presse ;
- la clôture du budget de la solidarité syndicale mondiale ;
- la clôture du fonds d'organisation.

La clôture du budget de Bierville est aussi présentée pour information.

Les projets, les activités ou participations ponctuelles sont financés par les ressources aléatoires. Ainsi des budgets projets (par exemple, campagnes électorales, initiatives thématiques et revendicatives, études, etc.) complètent le dispositif ci-dessus.



1.2 Un nouvel exercice déficitaire

Les comptes sociaux font apparaître un nouveau déficit important de 4 909 392 € pour 2017, moindre pour les comptes consolidés, 3 603 012 €, du fait du résultat positif de certaines entités consolidées.

Les comptes sociaux font état d'un fort déficit du résultat d'exploitation (le fonctionnement et les activités de l'exercice), que limitent des produits financiers et exceptionnels (cessions d'actifs).

Les clôtures budgétaires montrent que, aussi bien pour le fonctionnement de la Confédération, que la presse et l'informatique, les charges excèdent les ressources disponibles sur l'exercice, et sont in fine couvertes par nos réserves.

Les actifs de la Confédération sont à la fois immobiliers (dont plusieurs hébergent les organisations Cfdt) et financiers. Si le patrimoine de la CNAS (qui n'est pas celui de la Confédération) continue à augmenter (la réserve grève n'a pas encore atteint son maximum), celui de la Confédération diminue de façon importante.

Les évolutions de notre organisation, les projets à mener, les expérimentations pour l'avenir peuvent nécessiter de mobiliser des fonds importants, excédant les ressources d'un exercice. C'est un choix politique qu'il faut assumer.

Aujourd'hui cependant, on constate une utilisation des ressources du patrimoine confédéral pour assurer le fonctionnement.

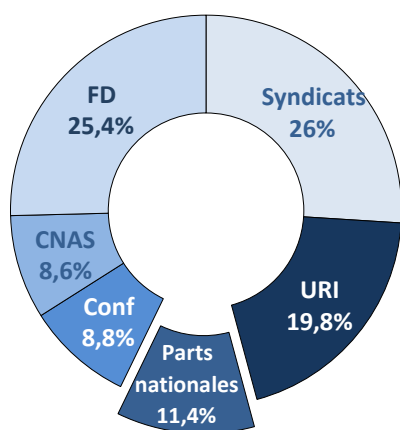
Cela ne pourra pas se faire durablement et il semble important d'être en capacité à l'avenir de ramener fonctionnement et projets à un niveau plus en adéquation avec nos ressources.

2. La charte de la cotisation syndicale établit la répartition du produit des cotisations

2.1 La répartition de la cotisation et le rôle du CNC

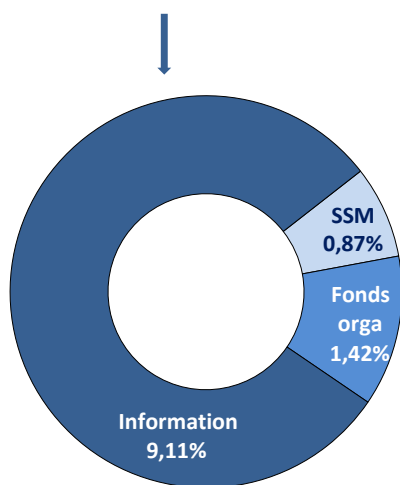
Le CNC veille chaque année à l'utilisation des parts de cotisations conformément à leur objet.

Cotisation des salariés :



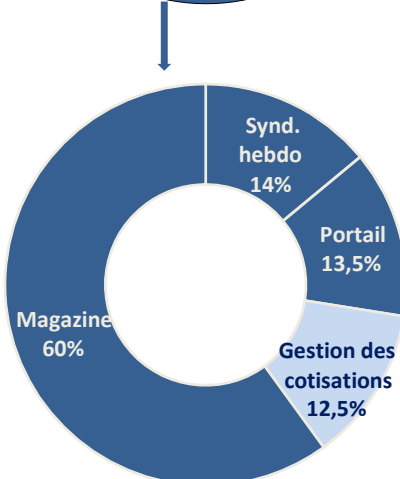
Répartition cotisation salarié en %
(charte de la cotisation syndicale adoptée par le Congrès)

| |
|--|
| Part syndicats |
| Part URI |
| Parts nationales |
| Part Conf finance le budget confédéral |
| Part CNAS finance le budget CNAS |
| Part FD |



Répartition des parts nationales en %
décidée par le Conseil national

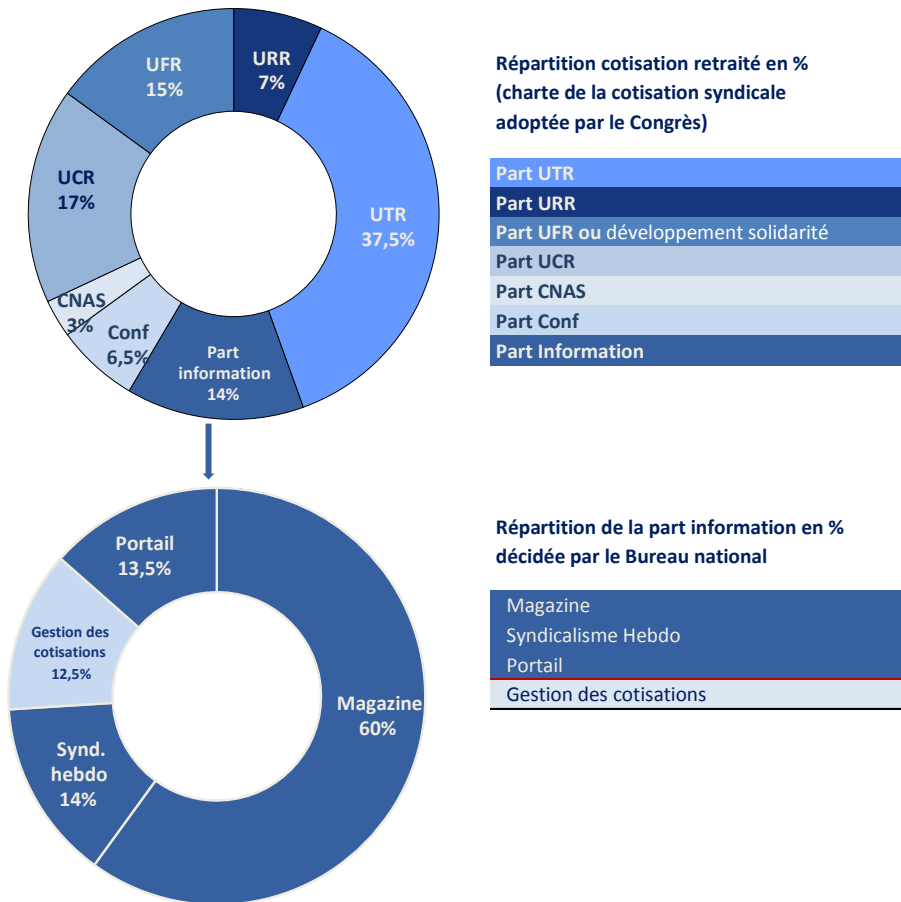
| |
|--|
| Part information |
| Part SSM (solidarité mondiale syndicale) finance le budget SSM |
| Part fonds d'organisation finance le budget fonds d'organisation |



Répartition de la part Information en %
décidée par le Bureau national

| |
|--------------------------|
| Magazine |
| Syndicalisme hebdo |
| Portail |
| finance le budget presse |
| Gestion des cotisations |

Cotisation des retraités :



2.2 Le découpage budgétaire issu de la politique financière confédérale

La politique financière de la mandature a été adoptée par le Bureau national de septembre 2014. En voici un extrait.

« Un premier niveau de découpage budgétaire découle de la ventilation des parts de la cotisation prévue par la charte de la cotisation syndicale :

- le budget confédéral dont la partie moyens internes est constituée pour l'essentiel de la part cotisation, de dotations, des versements du CES et des produits financiers ;
- le budget de la CNAS dont les recettes cotisations sont complétées par les produits financiers d'une réserve prévue à cet effet ; les charges découlent des aides versées et des frais de gestion ;
- le budget de la presse, financé par la part Information provenant des cotisations, couvre l'essentiel des charges du Magazine et d'une partie de Syndicalisme Hebdo et du Portail ;
- le budget du fonds d'organisation et celui du SSM.

Ce premier niveau de ventilation est complété par les budgets pour la gestion des subventions de formation perçues nationalement (Responsables syndicaux, élus Prud'hommes, responsables de la formation professionnelle, administrateurs d'organismes paritaires...) et dont une partie est affectée aux opérations de coordination, l'autre étant répartie entre les organisations.

La périodicité et le caractère aléatoire de certaines activités conduisent à compléter ce dispositif par des budgets spécifiques pour des activités ponctuelles : Congrès, Campagnes électorales, manifestations, rassemblements... Les recettes proviennent de réserves affectées au sein de la trésorerie et la réserve générale de la Confédération. »

2.3 La perception et la ventilation des cotisations en 2017

Le montant de la collecte de cotisations 2017 s'élève à 81 941 436,55 € pour la collecte des actifs et à 3 902 155,86 € pour celle des retraités.

Le nombre de cotisations a diminué de 0,92% en 2017, après un recul de 0,94% en 2016.

Le nombre de cotisations à la clôture 2017 avoisine celui de la collecte 2010. Ce résultat recouvre une baisse de 1,02% pour les actifs et une progression de 0,55% pour les retraités.

La valeur de la cotisation moyenne des salariés est de 12,8334 € (12,6891 € en 2016), soit une augmentation de 1,14% par rapport à 2016. La cotisation moyenne des retraités s'établit à 8,8572 € soit en augmentation de 1,25%.

Les ressources de cotisations sont donc atones. Le développement n'est pas au rendez-vous et la revalorisation du montant de la cotisation moyenne des salariés est inférieure aux préconisations, assises sur l'évolution du salaire de base, du Conseil national confédéral.

| Ventilation des produits cotisations - salariés | 2014 Clôture | 2015 Clôture | 2016 Clôture | 2017 Clôture |
|--|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| Syndicats | 22 728 099,59 | 23 387 660,46 | 23 426 083,85 | 23 472 341,41 |
| Fédérations | 19 079 560,70 | 19 603 937,63 | 19 651 663,02 | 19 656 854,84 |
| Régions | 14 876 267,26 | 15 285 530,75 | 15 322 400,95 | 15 326 549,20 |
| Confédération | 6 610 241,50 | 6 791 468,87 | 6 808 379,07 | 6 810 238,87 |
| Fonds Information | 6 843 650,34 | 7 031 344,15 | 7 048 356,04 | 7 050 314,79 |
| Solidarité syndicale mondiale | 655 736,99 | 673 997,39 | 675 419,07 | 675 532,79 |
| Fonds Organisation | 1 067 103,95 | 1 097 038,31 | 1 099 249,38 | 1 099 496,66 |
| Caisse nationale d'action syndicale | 6 460 008,74 | 6 637 635,81 | 6 653 555,21 | 6 655 083,42 |
| Union confédérale des cadres | 909 690,00 | 934 693,09 | 936 969,97 | 937 215,33 |
| Total Collecte répartie | 79 230 359,07 | 81 443 306,44 | 81 622 076,56 | 81 683 627,30 |
| Total Collecte | 79 537 561,92 | 81 652 708,60 | 81 857 008,43 | 81 941 436,55 |
| Nombre Cotisations | 6 447 758,00 | 6 518 350,00 | 6 450 994,00 | 6 384 998,00 |
| Valeur Moyenne Mensuelle | 12,34 | 12,53 | 12,69 | 12,83 |
| Ventilation des produits cotisations - retraités | 2014 Clôture | 2015 Clôture | 2016 Clôture | 2017 Clôture |
| Unions territoriales de retraités | 1 386 038,32 | 1 413 120,79 | 1 437 472,14 | 1 463 307,22 |
| Unions fédérales de retraités | 337 743,81 | 340 048,22 | 340 208,91 | 346 140,44 |
| Développement / Solidarité | 216 193,24 | 223 783,26 | 233 930,48 | 238 442,60 |
| Union confédérale des retraités | 627 792,43 | 638 979,95 | 650 688,39 | 662 562,70 |
| Unions régionales de retraités | 258 515,54 | 263 106,83 | 267 943,40 | 272 796,61 |
| Confédération | 240 062,55 | 244 319,71 | 248 795,20 | 253 323,73 |
| Fonds Information | 517 031,07 | 526 213,65 | 535 842,98 | 545 637,28 |
| Caisse nationale d'action syndicale | 110 804,78 | 112 766,30 | 114 845,41 | 116 925,42 |
| Total Collecte répartie | 3 694 181,73 | 3 762 338,69 | 3 829 726,91 | 3 899 135,99 |
| Total Collecte | 3 696 095,30 | 3 768 319,23 | 3 833 244,40 | 3 902 155,86 |
| Nombre Cotisations | 434 188,00 | 435 896,00 | 438 174,00 | 440 563,00 |
| Valeur Moyenne Mensuelle | 8,51 | 8,65 | 8,75 | 8,86 |

La différence entre la collecte des syndicats et des UTR et la collecte répartie s'explique par des frais payés par le SCPVC (frais bancaires, impayés, prélèvements, virements et régularisation d'exercice).

3. La clôture du budget de fonctionnement confédéral

3.1 Un déficit important

Le budget de fonctionnement confédéral comprend les charges de fonctionnement courant et leur financement par des recettes stables selon les règles de construction budgétaire. Dans les recettes stables, ne sont prises en compte que les ressources extérieures considérées comme pérennes.

L'exercice 2017 se solde par un résultat négatif :

| | |
|----------------|-------------------------|
| Produits | 16 384 346,86 € |
| Charges | 19 312 259,39 € |
| Déficit | - 2 927 912,53 € |

Cet important déficit résulte de différents facteurs qui ne jouent pas tous dans le même sens. **Les produits sont inférieurs à la clôture 2016.** Tous les produits sont atones ou orientés à la baisse : cotisations, dotations conseillers techniques, ressources en provenance du Conseil économique social et environnemental, et Fonds de financement du dialogue social. **Les charges sont en hausse relativement modérée par rapport à la clôture 2016.** Les charges d'activités nationales et internationales sont en baisse par rapport à la clôture 2016 (à noter les charges d'activités des services confédéraux inférieures à 2016), les charges de personnel ont comparativement moins progressé qu'entre 2015 et 2016.

3.2 Le tableau de constitution du résultat

| Budget de fonctionnement | 2014 Clôture | 2015 Clôture | 2016 Clôture | 2017 Clôture |
|--|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| Communication extérieure | 318 249,78 | 296 958,83 | 351 205,26 | 411 969,18 |
| Fonctionnement politique des instances | 609 283,73 | 585 831,34 | 592 116,90 | 610 735,24 |
| Activités nationales | 863 666,08 | 1 067 048,87 | 1 182 977,77 | 1 096 809,08 |
| Activités internationales | 451 672,33 | 502 875,75 | 518 758,84 | 496 984,01 |
| Charges de gestion courante | 188 590,84 | 121 478,69 | 116 020,33 | 126 194,35 |
| Personnel | 12 238 890,64 | 12 799 872,23 | 13 457 758,11 | 13 803 428,92 |
| Loyers et charges | 1 285 389,50 | 1 238 414,86 | 1 243 771,44 | 1 240 600,44 |
| Informatique | 1 122 225,92 | 1 202 302,54 | 1 463 586,56 | 1 525 538,17 |
| Total Charges | 17 077 968,82 | 17 814 783,11 | 18 926 195,21 | 19 312 259,39 |
| Cotisations Salariés | 6 610 241,50 | 6 791 468,87 | 6 808 379,07 | 6 810 238,87 |
| Cotisations Retraités | 240 062,55 | 244 319,71 | 248 795,20 | 253 323,73 |
| Reversements Conseillers CESE | 599 006,37 | 592 460,56 | 607 486,23 | 597 828,75 |
| Dotations Conseillers techniques | 597 688,77 | 678 221,27 | 675 848,09 | 640 054,42 |
| Recettes complémentaires | 224 631,72 | 200 000,00 | 200 000,00 | 200 000,00 |
| Produits financiers | 1 861 400,00 | 1 861 400,00 | 1 861 400,00 | 1 861 400,00 |
| Droit syndical | 1 800 490,77 | 1 811 426,36 | 1 842 143,40 | 2 006 276,21 |
| Apport réserves des détachés | 2 901 048,93 | 2 927 841,14 | 0,00 | 0,00 |
| Financement Dialogue Social | | | 5 868 312,71 | 4 015 224,89 |
| Total Produits | 14 834 570,61 | 15 107 137,90 | 18 112 364,69 | 16 384 346,86 |
| Résultat | -2 243 398,21 | -2 707 645,21 | -813 830,52 | -2 927 912,53 |

4. La clôture du budget presse

4.1 L'évolution de la répartition de la part information au fil du temps

La part cotisation Information consacrée à la presse papier a diminué face à l'émergence de nouveaux besoins. Initialement répartie entre CFDT Magazine et Syndicalisme Hebdo pour contribuer au financement des contrats d'abonnements subventionnés par la cotisation, elle a au cours du temps été partiellement réaffectée aux sites web cfdt.fr et cfdt.net (2002), puis depuis 2008 au Portail. La part de cotisation affectée au Portail a été augmentée en 2013. A partir de 2015, la part information a aussi été consacrée à Gasel.

Pour mémoire, voici l'évolution de la répartition de la part cotisation Information :

| | 2009 à 2013 | 2014 | Depuis 2015 |
|-------------------------|----------------|-------------|----------------|
| Magazine | 73,5% | 71% | 60% |
| Syndicalisme Hebdo | 19% | 19% | 14% |
| Portail | 7,5% | 10% | 13,5% |
| Gestion des cotisations | | | 12,5% |
| Total | 100% | 100% | 100% |

Des recettes complémentaires (abonnements, publicité, subventions ou contributions particulières) sont affectées aux différents titres, mais la presse demeure financée à plus de 80 % par les cotisations.

4.2 Le résultat 2017

| Presse | 2014 Clôture | 2015 Clôture | 2016 Clôture | 2017 Clôture |
|---------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| CFDT Magazine | 4 549 763,01 | 4 590 999,44 | 4 625 277,15 | 4 815 195,27 |
| Syndicalisme Hebdo | 1 987 698,38 | 1 879 068,30 | 1 882 307,49 | 1 882 879,73 |
| Action Juridique | 219 763,32 | 244 011,29 | 343 079,23 | 308 727,59 |
| CFDT : La Revue | 390 764,00 | 322 756,51 | 289 535,37 | 241 894,01 |
| Portail | 939 387,74 | 848 964,50 | 930 605,83 | 1 246 469,97 |
| Sous-total Presse | 8 087 376,46 | 7 885 800,03 | 8 070 805,06 | 8 495 166,56 |
| CFDT Productions | 563 888,79 | 557 109,14 | 464 349,43 | 456 717,98 |
| Audiovisuel | 241 812,44 | 255 259,41 | 254 373,77 | 269 565,72 |
| Agenda | 430 187,00 | 400 989,00 | 372 858,00 | 341 860,31 |
| Sous-total autres Presse | 1 235 888,23 | 1 213 357,55 | 1 091 581,20 | 1 068 144,01 |
| Total Charges | 9 323 264,69 | 9 099 157,58 | 9 162 386,26 | 9 563 310,57 |
| Cotisations Salariés (HT) | 6 602 904,78 | 5 887 201,21 | 5 901 444,93 | 5 903 084,94 |
| Cotisations Retraités (HT) | 498 842,78 | 440 587,97 | 448 650,41 | 456 850,97 |
| Abonnements / Ventes | 1 619 134,00 | 1 449 496,16 | 1 441 209,21 | 1 372 851,26 |
| Subventions | 310 069,05 | 352 577,80 | 359 276,52 | 341 651,65 |
| Divers | 436 613,01 | 339 514,34 | 357 515,56 | 550 273,43 |
| Total Produits | 9 467 563,62 | 8 469 377,32 | 8 508 096,63 | 8 624 712,26 |
| Résultat | 144 298,93 | -629 780,26 | -654 289,63 | -938 598,31 |

Vision synthétique des résultats 2017 des différents titres et autres activités de CFDT Presse

| | |
|--------------------|---------------------|
| CFDT Magazine | -60 583,78 |
| Syndicalisme Hebdo | 0,00* |
| Action Juridique | -191 498,01 |
| CFDT La Revue | 34 298,40 |
| Portail | -336 806,99 |
| Audiovisuel | -211 990,31 |
| CFDT Productions | -172 017,66 |
| Agendas Guides | 0,00 |
| Résultat | - 938 598,35 |

* apport d'une subvention d'équilibre confédérale



4.3 Les faits notables pour les différents titres et activités

Après une période de forte hausse des plis non distribués (PND) qui avaient atteint 8,8% fin 2016, une importante opération a été faite en 2017 pour revenir à une diffusion de **CFDT Magazine** au plus proche de notre nombre d'adhérents au FNA. Cette opération sur le traitement des PND (plis non distribués) a ramené leur taux à 2,5%.

En ce qui concerne **Syndicalisme Hebdo**, la baisse tendancielle de la diffusion depuis 2014 s'est enrayée en 2017 : 8 fédérations sur 15 ont plus d'abonnés qu'en 2016.

Le portail de ressources étendu (PRE) a été marqué en 2017 par le lancement des développements de l'Espace Adhérents.

Pour CFDT Productions, la baisse des recettes en 2017 est surtout liée à des produits non renouvelés dans les rubriques brochures et pratique syndicale (ventes des stocks uniquement). Un travail d'analyse va être lancé afin de mieux connaître les attentes des syndicats et sections en matière de services et produits dérivés.

Les résultats des différents titres et activités, les ressources disponibles ainsi que les attentes qui s'expriment en matière de dématérialisation, devront nous conduire à explorer de nouveaux équilibres papier/en ligne dans les années à venir.

4.4 Focus sur la part Information dédiée à la gestion des cotisations

Le produit de la part information consacrée à la gestion des cotisations a été de 791 245,04 € en 2017. Il ne permet pas de couvrir les charges relatives aux applications informatiques qui traitent de la gestion des cotisations.

Le budget Informatique/Système d'information présente plus globalement un déficit de 2 438 201,84€. Cela doit nous conduire à repenser, dans le cadre du schéma directeur des systèmes d'information, le financement de nos besoins croissants en informatique.



5. La clôture du budget de la CNAS

5.1 Les produits et leur répartition par branche

Le budget de la CNAS est alimenté par une part des cotisations. Cette part est fixée à 8,6 % pour la cotisation des salariés et 3 % pour celle des retraités. Pour 2017, le montant de la part CNAS des cotisations s'établit comme suit :

- Cotisations des salariés : **6 655 083,42 €**
- Cotisations des retraités : **116 925,42 €**

Les recettes cotisations sont complétées par les produits financiers provenant de la réserve de financement, constituée à partir des résultats des exercices antérieurs pour un montant de 1 676 900 €. Cette recette complémentaire permet de financer le fonctionnement de la CNAS.

Le budget de la CNAS, déduction faite des charges de gestion, est affecté en pourcentage pour chacune de ses branches. Cette répartition statutaire a été modifiée par le congrès confédéral de Marseille en 2014 et s'établit comme suit :

- 15 % pour la branche Grève ;
- 45 % pour la branche Juridique (défense du droit syndical, défense juridique au titre de l'intérêt général ou collectif, soutien aux adhérents) ;
- 10 % pour la branche Actions de proximité ;
- 13 % pour la branche Aide aux services aux adhérents (dont Réponses à la carte) ;
- 17 % pour la branche Autres prestations (victimes de la répression syndicale, assurances, contrat défenseur, soutien aux rétro-adhérents).

5.2 La branche Grève

La prestation grève a été modifiée par le congrès de Marseille. Les nouvelles dispositions ont permis d'indemniser plus de dossiers qu'auparavant. La conflictualité en 2017 a été stable par rapport à 2016. Il y a eu moins de dossiers que l'année précédente mais ceux-ci concernent plus d'adhérents. Ainsi, **54 dossiers** ont été enregistrés en 2017 concernant **1 048 adhérents** qui ont été indemnisés pour un montant total de **193 560 €** (soit une moyenne de **185 € par adhérent indemnisé**). L'ensemble représente **28 351 heures** indemnisées.

Pour garantir la capacité de résistance et faire face aux engagements vis-à-vis de tous les adhérents en cas de conflits longs ou nombreux, une réserve grève a été instituée au congrès de Paris de 1992. L'objectif adopté en congrès a été de garantir 10 jours de prestation grève à l'ensemble des adhérents de la CFDT. Sur la base de 7 heures/jour, le besoin théorique est de **296 611 994 €**. La réserve constatée après affectation du résultat de l'exercice est de **128 971 075,22 €**. En vertu des modalités de la nouvelle prestation grève, le niveau de la réserve permet au 01/01/2018 de garantir **30 Heures 30** de grève pour l'ensemble des adhérents de la CFDT, soit **43%** de l'objectif fixé au congrès de Paris.

5.3 La branche Juridique

5.3.1 Les dossiers juridiques

En 2017, **545** nouveaux dossiers juridiques, droit syndical et fonds tactique ont été enregistrés confirmant une légère décroissance sur les cinq dernières années.

Le total des paiements s'élève à **1 066 198,33 €**. Ce montant est similaire au montant de 2016 si l'on tient compte de la suspension des paiements en décembre pour permettre la bascule de la base vers la nouvelle application CNAS de traitement des dossiers.



5.3.2 Les dossiers soutien à l'adhérent

On distingue la défense des adhérents ayant de plus de 6 mois d'adhésion au moment du conflit, de la défense des nouveaux adhérents en matière de règles et en matière de budget. Seuls les dossiers de soutien des adhérents anciens sont pris en compte dans la branche Juridique, les dossiers des nouveaux adhérents relevant de la branche Autres prestations. Le nombre de dossiers nouveaux ouverts en 2017 s'élève à **1 291**. Comme pour les autres dossiers juridiques, on constate une légère décroissance par rapport aux cinq années précédentes.

Le montant total des paiements pour les adhérents de plus de 6 mois d'adhésion est de **352 572,27 €**. Comme pour les dossiers juridiques de syndicats, le montant moindre qu'en 2016 s'explique par la suspension des paiements en décembre pour permettre la bascule vers la nouvelle application CNAS.

5.4 La branche Action / Actions de proximité

5.4.1 La prestation Action de Proximité

Cette prestation, destinée aux syndicats pour aller à la rencontre des salariés éloignés du syndicalisme est déclinée en deux types de projets : « négociations de protocoles électoraux » et « lieux de rencontre ». Durant l'exercice 2017, le Comité de Gestion de la CNAS a validé **84 dossiers** :

- 71 dossiers « négociations de protocoles » pour un budget prévisionnel de 228 000 € (soit 2280 négociations prévues).
- 13 dossiers « lieux de rencontre » ont été approuvés pour un budget total de 455 765 € (soit un budget moyen de 35 K€ par projet).

Au total, depuis la création de cette prestation au congrès de Marseille, **164 dossiers** ont été validés pour un budget prévisionnel de **1 251 185 €**. La CNAS a versé **377 271 €** d'acomptes, elle a payé **417 432 €** de travaux justifiés (négociations réalisées et dépenses validées sur les projets « lieux de rencontre »).

5.5 La branche Services aux adhérents

Cette nouvelle branche budgétaire a été créée lors du congrès de Marseille de 2014. Il s'agit d'accompagner les expérimentations de services en direction des adhérents, de leur apporter une aide individuelle concernant des informations ou des réponses à des demandes précises, de les orienter vers les services aptes à traiter un problème particulier en prenant appui sur le réseau CFDT.

Le dispositif « **Réponses à la carte** » entre dans ce cadre (en particulier le contrat avec le centre d'appels DOMPLUS et le développement du logiciel OPERA). La CNAS a financé ce dispositif à hauteur de **713 620 €**.

5.6 La branche Autres prestations

5.6.1 Les dossiers nouveaux adhérents

En 2017, les règlements de « forfaits défenseurs » effectués pour les dossiers des nouveaux adhérents (ayant moins de 6 mois d'adhésion à la date du fait générateur) s'élèvent à **56 750 €**, soit un volume de règlement très en retrait par rapport à 2016 (122 K€). Au-delà du fait que les paiements ont été suspendus en décembre 2017 pour la bascule vers la nouvelle application CNAS, cette baisse témoigne également de la diminution du nombre d'instances prud'homales constaté depuis la mise en place des nouvelles dispositions de saisine et de défense.



Conformément à la résolution adoptée au congrès de Marseille de 2014, la formation des défenseurs agréés a été prise en compte et la CNAS a conclu des conventions de financement de la formation des défenseurs agréés avec les structures de défense (fédérations et unions régionales). La CNAS a ainsi versé **90 642 €** d'aide à l'effort de formation des défenseurs en 2017.

5.6.2 Les dossiers Victimes

Ces dossiers ont pour but d'aider financièrement les militants subissant, dans le cadre d'une responsabilité syndicale, une mise à pied avec perte de salaire (ou heures de délégation non payées etc.). En 2017, 7 dossiers ont été ouverts. Les sommes versées par la CNAS aux syndicats pour leurs militants victimes de la répression s'élèvent à 27 895,12 € (ces secours étaient de 18 974 € en 2016).

5.6.3 Les assurances

Ce poste concerne l'assurance « responsabilité civile syndicats » qui couvre toutes les structures lorsqu'elles sont amenées à louer temporairement une salle, ainsi que les fautes ou défaillances des défenseurs juridiques agréés dans le cadre d'un dossier CNAS ; l'assurance « vie syndicale » qui protège l'ensemble des adhérents participant à une initiative Cfdt ; l'assurance « vie professionnelle » qui couvre tous les adhérents en cas de mise en cause par un tiers dans le cadre de leur exercice professionnel et l'assurance des immeubles confédéraux.

Le montant en 2017 a été de **60 610,00 €** sensiblement identique à celui de 2016 (**60 340,00 €**) à l'exception de la revalorisation de l'indexation réglementaire sur l'assurance des locaux.

| Contrats Assurances MACIF | Nombre de dossiers déposés en 2017 | Nombre de dossiers déposés en 2016 | Nombre de dossiers déposés en 2015 |
|-------------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|
| Responsabilité civile des syndicats | 2 | 0 | 4 |
| Vie Syndicale | 3 | 3 | 1 |
| Vie professionnelle | 5 | 5 | 4 |

5.7 Les frais de gestion

Les frais de gestion couvrent les dépenses liées aux frais de personnel de l'unité CNAS, d'une partie du service juridique et du service informatique ainsi que les frais de fonctionnement : loyer, téléphone, frais d'impression et les dépenses liées aux réunions. Ils couvrent également les frais de communication de la CNAS dont une partie des cartes d'adhérents, du guide des trésoriers et des abonnements à Cfdt Magazine pour les adhérents au PAC. Le total des frais de gestion pour 2017 s'élève à **1 558 856,44 €** (contre 1,378 M€ en 2016). Les produits financiers issus de la réserve de financement permettent de couvrir ces frais.

5.8 La provision des dossiers

En 2017, la méthode de calcul des provisions était la même que celle de l'exercice précédent. A la demande des Commissaires aux Comptes, le montant total des provisions a été diminué de 8% pour tenir compte d'un taux de rejet des dossiers relativement constant.

Seul le montant de l'écart des provisions par type de dossier est comptabilisé. Au total, le montant des écarts de provisions est de **33 488,41 €**.

La mise en place d'une nouvelle application de traitement des dossiers CNAS en 2018 permettra des calculs statistiques qui amèneront à une meilleure présentation du calcul des provisions par type de dossier.



| | |
|--|--------------------|
| Total des provisions 2016 : | 5 624 391,68 € |
| Total des provisions 2017 : | 5 590 903,27 € |
| Ecart de provisions 2016/2017 : | 33 488,41 € |

5.9 Le tableau de résultat

Le résultat de l'exercice 2017 s'établit à 3 145 450,69 € (tableau page suivante).

Ce moindre résultat par rapport à 2016 s'explique surtout par le fait que les provisions 2016 avaient été diminuées de plus de 1 100 000 € améliorant ainsi le résultat 2016. En 2017, l'écart de provision n'est que de 33 488,41 €. Par ailleurs, les produits financiers issus de la SCI Loire Jaurès (2016) à prendre en compte pour l'exercice 2017 ont été négatifs du fait de travaux immobiliers dans l'immeuble Loire Jaurès.

Ce résultat néanmoins positif va continuer à alimenter la réserve grève qui n'a pas encore atteint le niveau que nous avons décidé de garantir à l'ensemble de nos adhérents.

Le Congrès de Rennes à venir se voit proposer de continuer à faire évoluer les prestations de la CNAS en fonction des besoins qui se font jour en lien avec son objet.

| Ligne analytique | Clôture 2016 | Budget 2017 | Clôture 2017 | % réalisé |
|---|---------------------|------------------|---------------------|------------|
| Charges | | | | |
| Grève | 185 152,57 | 1 096 910 | 193 560,35 | 18% |
| Adhérents | 487 319,01 | 526 517 | 352 572,27 | 67% |
| Tactique / Intérêt Général ou Collectif | 482 551,85 | 1 151 756 | 368 026,47 | 32% |
| Fonds expérimental/ solidarité | 1 296,00 | 0 | 6 981,00 | |
| Droit syndical | 951 796,31 | 1 612 458 | 691 190,86 | 43% |
| Victimes | 18 974,52 | 62 158 | 27 895,12 | 45% |
| Assurance | 60 340,00 | 310 791 | 60 610,00 | 20% |
| Rétro adhérents | 122 010,00 | 621 583 | 56 750,00 | 9% |
| Abt Défenseurs Action Juridique | 33 082,00 | 49 727 | 19 634,50 | 39% |
| Formation défenseurs | 74 400,00 | 198 906 | 90 642,00 | 46% |
| Aide au service aux adhérents | | | | |
| <i>Réponse à la Carte</i> | 715 213,23 | 950 656 | 713 619,84 | 75% |
| Actions de Proximité salariés éloignés | 218 319,54 | 731 274 | 342 562,95 | 47% |
| <i>Négociation de protocoles électoraux</i> | 120 100,00 | | 159 900,00 | |
| <i>Lieux de rencontre des salariés</i> | 59 969,54 | | 182 662,95 | |
| <i>Reliquat branche Action</i> | 38 250,00 | | | |
| Gestion de la CNAS | 2 472 710,50 | 1 417 080 | 2 376 545,79 | |
| <i>Frais de Gestion</i> | 1 378 723,16 | 1 417 080 | 1 558 856,44 | 110% |
| <i>Dotations amortissements Belleville</i> | 1 093 987,34 | | 817 689,35 | |
| Charges exceptionnelles exercices antérieurs | 901,28 | | | |
| Total Charges | 5 824 066,81 | 8 729 816 | 5 300 591,15 | 61% |
| Produits | | | | |
| Cotisations | 6 768 400,62 | 6 915 416 | 6 772 008,84 | |
| <i>Cotisations actifs</i> | 6 653 555,21 | 6 798 639 | 6 655 083,42 | 98% |
| <i>Cotisations retraités</i> | 114 845,41 | 116 777 | 116 925,42 | 100% |
| Contribution Réserve de financement | 1 676 900,00 | 1 676 900,00 | 1 676 900,00 | |
| Produit Exceptionnel sur exercice | 0,00 | | 0,00 | |
| Produits sur exercice antérieur | 85 985,92 | 137 500 | 66 657,81 | |
| Total Produits | 8 531 286,54 | 8 729 816 | 8 515 566,65 | 98% |
| Provisions dossiers Adhérents | 675 328,54 | | 22 918,18 | |
| Provision dossier rétro-adhérents | 975 620,28 | | 110 895,91 | |
| Provision DA non-qualifiés | -1 550 169,64 | | -23 745,12 | |
| Provision dossiers Intérêt général ou collectif | 259 835,88 | | -87 158,92 | |
| Provisions dossiers droit syndical | 389 721,66 | | -166 201,20 | |
| Provisions dossiers J en instruction | 373 750,00 | | 176 779,56 | |
| Reprises de provisions | 0,00 | | 0,00 | |
| Ecart de Provisions | 1 124 086,72 | | 33 488,41 | |
| Produits financiers | 315 001,02 | | 50 098,48 | |
| <i>Revenus prêts conf. & orgas</i> | 117 732,12 | | 49 102,77 | |
| <i>Revenus particip. SCI Loire Jaurès</i> | 197 025,95 | | 0,00 | |
| <i>Revenu placement VMP</i> | 242,95 | | 995,71 | |
| Charges financières | 0,00 | | -153 111,70 | |
| <i>Charges particip. SCI Loire Jaurès</i> | 0,00 | | -153 111,70 | |
| Contributions & revenus placements | 315 001,02 | | -103 013,22 | |
| Résultat | 4 146 307,47 | | 3 145 450,69 | |

6. La clôture du budget solidarité syndicale mondiale (SSM)

La part Solidarité syndicale mondiale (article 8.1 de la charte financière) est de 0,87 % de la cotisation. Le budget alimenté par cette part de cotisation vient financer des aides au mouvement syndical de pays en développement ou émergents, des opérations de solidarité à but humanitaire.

Une partie des moyens disponibles est affectée au co-financement de projets mis en œuvre par l'Institut Belleville. Cette association, concourant au même objet que la SSM, a été mise en place par la Confédération afin d'accéder à des financements d'organismes extérieurs et de faciliter les coopérations avec d'autres organisations non gouvernementales.

| SSM | 2015 Clôture | 2016 Clôture | 2017 Clôture |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|
| a) Aide à des syndicats (ou à des ONG) pour organisation réunions, congrès, ou leur participation à des rassemblements ou initiatives régionales ou mondiales | 10 000,00 | 18 821,82 | 29 787,15 |
| b) Aide à des militants de syndicats en situation personnelle difficile (liberté, menaces, santé, etc.) | 5 710,31 | 3 449,18 | 3 728,80 |
| c) Actions Solidarité organisées par la CSI ou des régionales de la CSI | 0,00 | 15 000,00 | 0,00 |
| d) Frais de fonctionnement budget SSM | 108 448,26 | 115 716,71 | 117 408,25 |
| e) Contribution fonctionnement Institut Belleville hors projets | 135 000,00 | 135 000,00 | 135 000,00 |
| f) Financement projets Institut Belleville | 210 000,00 | 265 000,00 | 276 500,00 |
| g) Aide à une (ou des) organisations (FD/URI) engageant des actions répondant aux libellés a) ou b) 5% du budget géré sur une durée de mandat (4 ans) ; les parts non dépensées sur une année sont reportées sur les années restantes du mandat | 0,00 | 0,00 | |
| Sous-Total CHARGES (hors f) actions coopération Institut Belleville | 259 158,57 | 287 987,71 | 285 924,20 |
| Total charges | 469 158,57 | 552 987,71 | 562 424,20 |
| Total produits | 673 997,39 | 675 419,07 | 675 532,79 |
| Résultat | 204 838,82 | 122 431,36 | 113 108,59 |

7. La clôture du budget du fonds d'organisation

La charte financière a prévu de mutualiser une partie des ressources des cotisations, 1,42% de la cotisation moyenne mensuelle réelle, pour inciter les organisations à relayer des priorités de développement/organisation fixées par le BN et le CNC sur proposition de la commission confédérale d'organisation. Ces ressources viennent en complément des recettes affectées au développement par les syndicats, fédérations et régions.

| FONDS ORGANISATION | 2016 Clôture | 2017 Clôture |
|--|---------------------|---------------------|
| Reversements aux organisations | 1 009 292,51 | 530 858,98 |
| Fusions | 303 466,36 | |
| Sous-total | 1 312 758,87 | 530 858,98 |
| Fonctionnement/amortissements | 383 201,10 | 316 743,23 |
| Total charges | 1 695 959,97 | 847 602,21 |
| Dénouement exercice antérieur (produits) | | 110 811,96 |
| Recettes cotisations | 1 099 249,38 | 1 099 496,66 |
| Total produits | 1 099 249,38 | 1 210 308,62 |
| Résultat | -596 710,59 | 362 706,41 |



8. La clôture du budget de Bierville

La fréquentation du centre s'est élevée à 14 776 journées en 2017 contre 15 625 en 2016. Cela représente une **diminution de 5,43 %** par rapport à 2016.

Les contrats initiaux prévoient 20 443 journées d'activité. Le réalisé a cependant été réduit de 5 667 journées se décomposant en :

- 2 319 journées pour des sessions annulées ;
- 3 348 journées pour des baisses d'effectifs des sessions maintenues.

L'activité réalisée représente 72,28 % du prévisionnel, contre 74,89 % en 2016.

Le résultat est présenté hors dotation aux amortissements.

| 2017 Charges | | 2017 Produits | |
|-----------------------------|------------------|--------------------------------------|------------------|
| Bar | 99 066 | Prestations bar | 93 044 |
| Hôtellerie | 125 900 | Prestations hébergement | 1 249 418 |
| Restauration | 860 444 | Prestations complémentaires séjour | 181 738 |
| Fonctionnement de Bierville | 674 798 | Repas scolaires et extérieurs | 88 290 |
| Parc | 27 146 | Cotisation | 368 |
| Charges à refacturer | 71 829 | Autres prestations | 75 192 |
| Divers autres activités | 916 | Prestations Hors Activités Bierville | 55 580 |
| Total | 1 860 099 | Total | 1 743 630 |
| | | Résultat | - 116 469 |

Le déficit 2017 de 116 469 € dépasse donc de 54 709 € le déficit prévu au budget 2017 qui était de 61 760 €. Les charges dépassent de 6,22% le prévisionnel ; ceci provient quasi exclusivement de l'augmentation importante des frais de personnel sur la restauration/hôtellerie. Un travail spécifique va donc être mené avec le prestataire pour une meilleure maîtrise de ces coûts. Les produits baissent de 2,73 % par rapport au prévisionnel et 2,32% par rapport à 2016.

Globalement, l'exercice 2017 a montré une nette détérioration de la fréquentation du centre et 2018 présente des réservations allant dans le même sens. Cette baisse de fréquentation a également été le cas pour l'EURL (weekends « extérieurs ») sans que l'on en sache exactement la raison. Sans doute que la vétusté du centre ne correspond plus aux exigences des clients extérieurs pour mariages et autres fêtes de famille.

Si les résultats se sont améliorés depuis 2016, les « économies » de gestion ont des limites. Sans augmentation de la fréquentation, nous ne pourrions atteindre l'équilibre. Il faut donc une mobilisation des organisations pour réussir à augmenter d'environ 2 700 journées la fréquentation du centre.

| Exercices | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|----------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Nbre de journées réalisées | 14 823 | 14 694 | 13 841 | 15 625 | 14 776 |
| Charges | 1 797 984 | 1 850 649 | 1 905 443 | 1 878 127 | 1 860 099 |
| Produits | 1 666 229 | 1 647 206 | 1 643 043 | 1 785 067 | 1 743 630 |
| Résultat | - 131 755 | - 203 443 | - 262 400 | - 93 060 | - 116 469 |
| Erreur de TVA | | | 48 183 | - 48 183 | |
| Résultat | - 131 755 | - 203 443 | - 214 217 | - 141 243 | - 116 469 |